



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Europe centrale et balte

Une publication du SER de Varsovie, avec la participation des SE de la zone
Février 2025

Faits saillants :

- Vers un plan de dérégulation en Pologne ;
- Excédent commercial record pour la Tchéquie ;
- Révision à la baisse des prévisions de croissance de la Slovaquie ;
- Record d'investissements étrangers en Lituanie.

LE CHIFFRE A RETENIR

+5,5 %

Inflation en Hongrie (janv 2025)

Dossier du mois :

Etat des lieux du marché du travail en Europe centrale et balte

Les pays d'Europe centrale et balte se situent au pied du « mur démographique », malgré un répit provisoire offert par la progression de leur taux d'activité. Derrière des taux de chômage exemplaires, on voit apparaître un potentiel frein à la croissance et aux rattrapages économiques entrepris depuis leurs entrées dans l'UE en 2004, avec des pénuries de main d'œuvre et des rémunérations revues à la hausse.

Entre diversification des sources de main-d'œuvre, montée en gamme industrielle et automatisation, ces États expérimentent différentes voies pour préserver leur compétitivité.

Pologne

Chute de l'excédent commercial en 2024

L'excédent de la Pologne dans le commerce de biens s'est établi à 0,7 Md EUR en 2024 contre 10,6 Mds EUR en 2023. Ce résultat est enregistré dans un contexte de nette appréciation du zloty par rapport à l'euro, de 5,5 % en moyenne entre 2023 et 2024. Les exportations polonaises ont diminué, de 0,8 %, pour s'établir à 350,4 Mds EUR alors que les importations ont augmenté de 1,9 % et atteignent 349,7 Mds EUR. L'Allemagne reste le 1^{er} client et fournisseur de la Pologne. La France reste le 3^e client de la Pologne, juste après la Tchéquie. La France reste aussi le 6^e fournisseur de la Pologne avec une part de marché de 3,5 %, en augmentation de 0,2 point.

L'emploi recule mais le taux de chômage reste minime

En décembre 2024, la Pologne affichait le 2^e taux de chômage (3 % de la population active) le plus faible de l'UE (après la Tchéquie). Ce taux est stable malgré la baisse de l'emploi salarié en 2024, de -0,6 % d'après l'office statistique polonais (GUS). La population active a diminué au cours de l'année (-58 000 actifs) et compte désormais 17,8 M personnes. Le nombre des demandeurs d'emploi a marginalement augmenté par rapport à fin 2023, s'établissant à 786 000 en décembre. Le nombre d'emplois à pourvoir à court terme et proposés par le service public de l'emploi a diminué de façon notable, de -8% en un an, pour s'établir à son plus bas niveau depuis 10 ans (56 000).

Vers un plan de dérégulation, préparé par le secteur privé

Le PM Donald Tusk prévoit de compléter le plan récemment annoncé et destiné à relever le taux d'investissement (17,7% du PIB en 2023), par un plan de dérégulation. Il a ainsi confié à l'entrepreneur Rafał Brzoska, PDG d'InPost (Mondial Relay en France), de proposer des mesures non législatives permettant de libérer l'économie. M. Brzoska indique que le groupe d'experts qu'il mène présentera dans 3 mois un paquet de de simplification et de suppression de formalités administratives redondantes, lui valant d'être qualifié par une partie de la presse de « Elon Musk polonais ». Ses propositions devraient concerner principalement le droit fiscal, les obligations de reporting, et inclure des mesures spécifiques à la simplification pour les TPE et microentreprises.

Rebond des ventes de détail en début d'année

Les ventes de détail ont accéléré en janvier, en hausse de 4,8 % en g.a., soit un résultat nettement supérieur au consensus du marché (1,7 %). On note un net rebond des ventes automobiles (+22 %) et une croissance soutenue des ventes dans les catégories « meuble, audiovisuel, électroménager » (13,6 %), « pharmaceutique et cosmétique » et « textile, chaussures ». Les ventes de biens alimentaires stagnent (+0,6 %) et celles de carburant sont en baisse (-2,3 %). Les perspectives des ventes de détail dans les mois à venir sont positives, dans la mesure où les ménages anticipent une amélioration de leur situation financière et envisagent d'effectuer des « achats considérables ».

Rebond de la rentabilité du secteur bancaire

Le régulateur des marchés financiers (KNF) a annoncé un rebond des bénéfices nets du secteur bancaire en 2024, de 50,9 % en g.a. pour atteindre 10 Mds EUR. Cette hausse est surtout due aux marges générées par les intérêts alors que la hausse des commissions bancaires a été marginale. Au total, le bilan du secteur bancaire est estimé à environ 670 Mds EUR (91,6 % du PIB), en hausse de 10,8% par rapport à 2023.

Par rapport à 2023, on note une hausse du crédit aux entreprises (+4,2 %), à la consommation des ménages (+4,2 %) et des crédits immobiliers (+5,4 %).

Hongrie

Sortie de récession en demi-teinte.

Au 4^e trimestre 2024 le PIB a progressé de 0,2 % en g.a (corrigé des variations saisonnières et calendaires). La Hongrie sort ainsi de la récession observée au T3 2024. Sur l'année 2024 la croissance s'élève globalement à +0,6 %. Ce résultat, qui fait suite à une récession en 2023 (-0,9 %), est exclusivement porté par la croissance des services, tandis que l'année 2024 marque une phase de stagnation pour l'industrie, l'agriculture et le secteur de la construction.

Dans ce contexte, la Banque centrale a confirmé que ses prévisions de PIB 2025 seraient revues, notamment en raison d'un acquis de croissance quasi nul en janvier. À ce stade, le ministre des Finances ne s'est pas encore prononcé sur les perspectives économiques pour 2025.

Un regain soudain de l'inflation pour le début de l'année 2025

En janvier 2025, l'inflation en Hongrie a fortement augmenté, atteignant 5,5 %, contre 3 % en septembre 2024. Cette hausse rééloigne l'inflation de l'objectif de la Banque centrale (3 % +/- 1pp). Les principaux facteurs de cette inflation sont la hausse des prix alimentaires et la faiblesse du forint, la monnaie nationale.

L'inflation sous-jacente, qui exclut les éléments volatils comme l'énergie et les denrées alimentaires, est de 5,8 %. Les prix des services ont particulièrement augmenté, avec une hausse de 8,5 % en glissement annuel, notamment due à l'augmentation des coûts des abonnements téléphoniques et internet.

Face à cette situation, le ministre de l'Économie Nationale, Márton Nagy, avait annoncé des mesures pour contrôler l'inflation, incluant de nouveaux instruments de surveillance des prix. Le gouvernement envisage d'étendre cette surveillance à une centaine de produits supplémentaires, tels que le poisson, le café, et les produits laitiers.

Le consensus initial sur l'inflation pour 2025 était de 4,3 %, mais une révision à la hausse est probable, ce qui pourrait stopper la baisse des taux d'intérêt. La Banque centrale a déjà annoncé la fin des baisses de taux, et le changement de gouverneur en mars pourrait influencer la politique monétaire future. Le nouveau gouverneur, Mihály Varga, a fait de l'atteinte de l'objectif d'inflation de 3 % une priorité.

Secteur de la construction : le creux de la vague ?

Le secteur de la construction a enregistré une contraction de 6 % entre 2023 et 2024, d'après la dernière évaluation du KSH, qui prévoit une baisse de 0,4 % pour 2025. Si la production dans le secteur connaît en décembre une augmentation de 0,7 % par rapport à novembre, la production reste inférieure de 4,2 % à celle de décembre 2023. Le secteur de la construction suit la tendance observée au niveau national, avec des perspectives de croissance limitées pour 2025, notamment en raison d'investissements réduits de la part des entreprises et d'une marge de manœuvre limitée des pouvoirs publics pour stimuler l'activité.

Les indicateurs de commandes renouent néanmoins avec la croissance : le volume des contrats dans le secteur de la construction à la fin du mois de décembre était supérieur de 15,7 % à celui de l'année précédente, et les contrats relatifs à la construction de bâtiments et des autres infrastructures ont respectivement augmenté de 2,7 % et 24,9 % par rapport à décembre 2023.

République tchèque

Croissance de 1 % en 2024 et 2,3 % en 2025

En 2024, l'économie tchèque a progressé de 1 %, soutenue par la consommation des ménages et la hausse des salaires réels, malgré une baisse des investissements. Les services et les ventes au détail ont progressé, tandis que la production industrielle et la construction ont stagné. Le ministère des finances a révisé ses prévisions de croissance pour 2025 à 2,3 %, contre 2,5 % précédemment, et la Banque nationale tchèque (CNB) prévoit une croissance de 2 %.

Inflation en janvier 2025

En janvier 2025, l'inflation a atteint 2,8 % en glissement annuel, légèrement supérieure aux prévisions de la CNB (2,5 %), mais inférieure à celle de décembre (3 %). La CNB prévoit une inflation moyenne de 2,6 % pour 2025. Les prix du gaz naturel et de l'électricité ont baissé, mais l'inflation a été portée par les hausses des prix de l'alimentation (+4,8 %), de l'eau (+4,2 %), du chauffage (+4,7 %), et des secteurs de la restauration et de l'hôtellerie (+5,6 %). Les prix des services ont augmenté de 4,7 %, contre 1,7 % pour les biens.

Baisse du taux directeur

Après huit baisses consécutives de son taux directeur entre décembre 2023 et novembre 2024, et une pause en décembre, la CNB a réduit son taux principal à 3,75 % le 6 février 2025. Cette décision fait suite à la stabilisation de l'inflation en dessous de 3 %, bien que la hausse des prix dans les services persiste. La CNB suit la décision de la Banque centrale européenne, qui a également baissé son taux de 25 points de base à 2,75 % le 30 janvier.

Évolution des salaires nets en 2025

La CNB a rapporté que le salaire moyen net tchèque a dépassé de 0,6 % son niveau de 2019, tandis que le salaire médian net est supérieur de 2,6 % à ce niveau. Cette reprise est due à la hausse des salaires réels en 2024, après neuf trimestres de baisse, et à la révision du calcul de l'impôt sur le revenu en 2021. Plus de la moitié des ménages tchèques ont un pouvoir d'achat supérieur au niveau pré-crise, expliquant la reprise de la consommation en 2024 et le maintien d'un haut niveau d'épargne.

Excédent commercial record en 2024

En 2024, la Tchéquie a enregistré un excédent commercial record de 27,9 Mds EUR, avec un volume d'échanges de 457,6 Mds EUR. Les exportations ont progressé de 2,7 % pour atteindre 242,8 Mds EUR, tandis que les importations sont restées stables à 214,8 Mds EUR. Les machines et équipements de transport représentent 59,1 % des exportations, dont 20,8 pp pour les seuls véhicules et pièces automobiles, et 48 % des importations. Les principaux clients sont l'Allemagne, la Pologne et la Slovaquie. Les principaux fournisseurs sont l'Allemagne, la Chine et la Pologne. L'Union européenne représente près de 80 % des exportations tchèques et plus de 56 % des importations, des parts en légère baisse par rapport à 2023.

Slovaquie

Le ministère des Finances dégrade ses prévisions

Révision des prévisions de croissance

En février, le ministère des Finances a révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour 2025 et 2026, respectivement de 0,3 et 0,4 points de pourcentage par rapport à ses prévisions de septembre 2024. L'économie slovaque devrait progresser de 1,9 % en 2025 et 2026, après une croissance de 2,1 % en 2024.

Dynamique des exportations et des investissements

Les exportations devraient accélérer, avec une hausse de 2,7 % en 2025 et 3,9 % en 2026, malgré une demande extérieure freinée par la stagnation économique en Allemagne et une demande industrielle limitée dans la zone euro. Les investissements, soutenus par les fonds du Plan de relance et de résilience, augmenteront de 8,9 % en 2025, mais ralentiront ensuite, avec une baisse de 0,3 % en 2026 et 5,9 % en 2027. Une reprise des investissements est attendue pour 2028-2029 avec la fin des fonds structurels de la période 2021-2027.

Marché du travail et consommation des ménages

Le plan de relance devrait stimuler les créations d'emplois, avec un taux de chômage atteignant un point bas historique de 5,3 % en 2025, se stabilisant à 5,2 % par la suite. La consommation des ménages devrait croître de 1,6 % en 2025 et 1,8 % en 2026, malgré la hausse de la TVA de 3 points en 2025. Les salaires devraient augmenter de 5,3 % en 2025 et 2026, après des hausses significatives en 2023 et 2024.

Perspectives d'inflation

L'indice des prix à la consommation devrait atteindre 3,7 % en 2025, en partie à cause de la hausse de la TVA. Le ministère anticipe que l'inflation ne dépassera pas 4 %, grâce au bouclier tarifaire sur les prix de l'énergie. Cependant, l'inflation restera élevée, à 3,5 % en 2026 et 3,3 % en 2027, en raison du retour aux prix du marché pour le gaz en 2026 ou 2027.

Impact sur les recettes fiscales et consolidation budgétaire

Le ralentissement économique devrait réduire les perspectives des recettes fiscales, avec une baisse de 480 M EUR par rapport aux prévisions initiales pour 2025. Le ministre Kamenicky anticipe de revoir à la hausse le prochain paquet de consolidation pour 2026, nécessitant un financement supplémentaire d'au moins 1 Md EUR.

L'Agence de la dette à nouveau active en ce début d'année

Le 17 février, l'Agence de gestion de la dette, Ardal, a réalisé 4 émissions de dette pour un montant total de 808 M EUR. La structure des emprunts est la suivante : une 1^{ère} émission de 214,5 M EUR avec un taux de 3,22 % à échéance en mars 2034, une 2^{ème} de 136,3 M EUR avec un taux de 2,42 % à échéance en février 2028, une 3^{ème} de 135 M EUR avec un taux de 3,31 % à échéance en février 2035 et la dernière de 322 M EUR avec un taux de 3,93 % à échéance en octobre 2047.

Deux jours plus tard, Ardal a vendu sur le marché international pour 3 Mds EUR d'obligations à échéance en février 2040 avec un taux de 3,75 %.

Estonie

Prévisions macroéconomiques 2025

Sortie de récession, mais reprise de l'inflation et hausse de la dette publique

L'agence Fitch prévoit une croissance économique positive en Estonie pour 2025 (+1,2 %), après une récession de 0,8 % en 2024. La croissance pourrait atteindre 2,3 % en 2026. L'inflation devrait atteindre 4,8 % en 2025, en raison d'une hausse de 2pp de la TVA et de nouvelles taxes pour la défense, puis diminuer à 3 % en 2026. Le déficit budgétaire devrait passer de 3 % du PIB en 2024 à 2,6 % en 2026, respectant ainsi les règles de l'UE. La dette publique devrait atteindre 26 % du PIB d'ici fin 2026. Fitch a confirmé la note souveraine de l'Estonie à A+ avec une perspective stable.

BEI : 498 M EUR accordés à l'Estonie en 2024.

La BEI a accordé 498 M EUR à l'Estonie en 2024, soit 1,3 % du PIB (2^e ratio le plus élevé en UE), pour développer une économie verte. Ces investissements ont généré 2,2 Mds EUR d'investissements supplémentaires, soutenant 800 PME et créant 4 300 emplois. Le Fonds européen d'investissement a également soutenu les entreprises via des accords avec diverses banques, mobilisant près de 600 M EUR pour la croissance des entreprises et la transition vers une économie neutre en carbone.

Hausse de 1,2 point de pourcentage du chômage en 2024.

Le taux de chômage a augmenté à 7,6 % en 2024, touchant toutes les tranches d'âge et régions, avec le Nord-Est le plus affecté (13,5 %). Les secteurs de la fabrication de produits informatiques, de l'industrie manufacturière et de la santé ont enregistré les plus fortes baisses d'emplois. Le taux d'emploi a légèrement diminué à 68,9 %, mais le nombre total d'emplois a augmenté de 4 000. Le taux de participation de la population active a atteint 74,6 %.

Assouplissement des subventions pour les PME.

Le ministre estonien des Affaires économiques a assoupli les conditions d'obtention des subventions pour les PME, avec un budget de 17,5 M EUR financé par des fonds européens et alloué aux entreprises sous forme de subventions par l'Agence des entreprises et de l'innovation. Le montant maximal de l'aide a été augmenté de 200 000 EUR à 300 000 EUR, et la part de l'aide peut atteindre 50 % pour les moyennes entreprises et 60 % pour les micros et petites entreprises. Les subventions peuvent être utilisées pour la construction et la rénovation des bâtiments, l'entretien des réseaux électriques et gaziers et la participation à des salons commerciaux. Ces assouplissements visent à utiliser pleinement les fonds de l'UE.

Lettonie

Renouvellement du mandat du gouverneur de la Banque centrale

Martins Kazaks a été reconduit comme gouverneur de la Banque de Lettonie pour cinq ans, avec 67 voix pour, 18 contre et 4 abstentions. Économiste chez Swedbank et professeur à la Stockholm School of Economics de Riga, il a également été membre de la Commission d'analyse stratégique du Président de Lettonie et du Conseil de la discipline fiscale.

Prévisions de croissance économique revues à la baisse

Le ministère des Finances prévoit une croissance du PIB de 1,2 % en 2025 et de 2,1 % en 2026, en baisse par rapport aux prévisions précédentes (respectivement -1,7pp et -0,7pp). La révision est due à une dynamique économique inférieure aux attentes en 2024, marquée par une faible demande extérieure et des retards dans les projets d'investissements européens. L'inflation devrait atteindre 2,5 % en 2025 (+0,3pp par rapport aux précédentes prévisions), en raison de la hausse des prix de l'énergie et des produits agroalimentaires.

Inflation en hausse depuis décembre 2024

En janvier 2025, les prix à la consommation ont augmenté de 3 % en glissement annuel, avec des hausses notables pour les boissons alcoolisées, le tabac, les services culturels et de santé, ainsi que les produits alimentaires. Les prix des biens et services liés au logement ont légèrement diminué, en raison de la nette baisse des prix de chauffage.

Baisse des profits des banques

En 2024, les banques lettones ont déclaré un bénéfice de 522,1 M EUR, en baisse de 8,5 % par rapport à 2023. Les actifs bancaires ont augmenté de 7,3 %, atteignant 29,9 Mds EUR. On observe une hausse des prêts délivrés par les banques (+2,8%) ainsi que des dépôts des résidents (+8,1%).

Déficit public 2024 inférieur aux prévisions

Le déficit public letton a atteint 849,6 M EUR en 2024, soit 2,1 % du PIB, en amélioration par rapport à 2023 (-0,3pp) et aux prévisions pour 2024 (-0,7pp). La dette publique a augmenté à 19 Mds EUR, soit 47,7 % du PIB.

Impact modéré des tarifs douaniers américains ?

La Banque de Lettonie estime que l'impact des droits de douane américains sur les exportations lettones sera modéré, les États-Unis représentant moins de 3 % des exportations de biens et 6 % des services. Cependant, un choc sur la demande des principaux partenaires commerciaux pourrait avoir un impact indirect plus important.

Recul de la corruption perçue

Selon Transparency International, la Lettonie est le seul pays balte dont l'indice de perception de la corruption a baissé en 2024, atteignant 59 points (-1 point). Le score oscille entre 55 et 60 points depuis dix ans, loin de l'objectif de 64 points fixé dans le plan de développement 2021-2027. Il est peu probable que l'objectif de 67 points pour 2027 soit atteint.

Lituanie

Lituanie : 2^{ème} pays le plus attractif pour l'entrepreneuriat.

La Lituanie est classée 2^{ème} au monde pour l'entrepreneuriat selon le World Entrepreneurship Index. En 2024, la confiance des entreprises et les chances de réussite des jeunes entreprises ont augmenté, dépassant la moyenne européenne. L'utilisation de l'intelligence artificielle (IA) par les entreprises a progressé de 30 %.

Initiative pour l'intelligence artificielle dans l'éducation.

Le ministère lituanien de l'Économie et des Innovations a lancé l'initiative "Experience AI" pour enseigner l'IA aux élèves de 11 à 18 ans. Ce programme, basé sur une application de la fondation Raspberry Pi et Google DeepMind, vise à développer une main-d'œuvre qualifiée en IA. Le ministère investit 2,5 M EUR dans des ressources numériques en lituanien pour l'entraînement de l'IA, financées par le Plan national de relance et de résilience.

Record d'investissements directs étrangers en 2024.

L'agence Invest Lithuania a approuvé 47 projets d'investissement totalisant 351 M EUR en 2024, créant plus de 3 000 emplois. Les investissements concernent des secteurs clés comme la manufacture, la haute technologie, la défense et les biotechnologies. Parmi les projets notables, la construction d'une usine Rheinmetall et des investissements dans la défense et les fintech.

Croissance des exportations de biens non-minéraux.

Au T4 2024, les exportations de biens non-minéraux lituaniens ont augmenté de 4,5 %, principalement grâce à la chimie et à la stabilisation du prix du gaz (cf. production d'engrais). Cependant, les exportations totales ont diminué de 8,5 % en glissement annuel, en raison de la baisse des exportations de minéraux. En 2025, les exportations pourraient augmenter, mais une guerre commerciale avec les États-Unis (7% de l'export lituanien) pourrait nuire à cette dynamique.

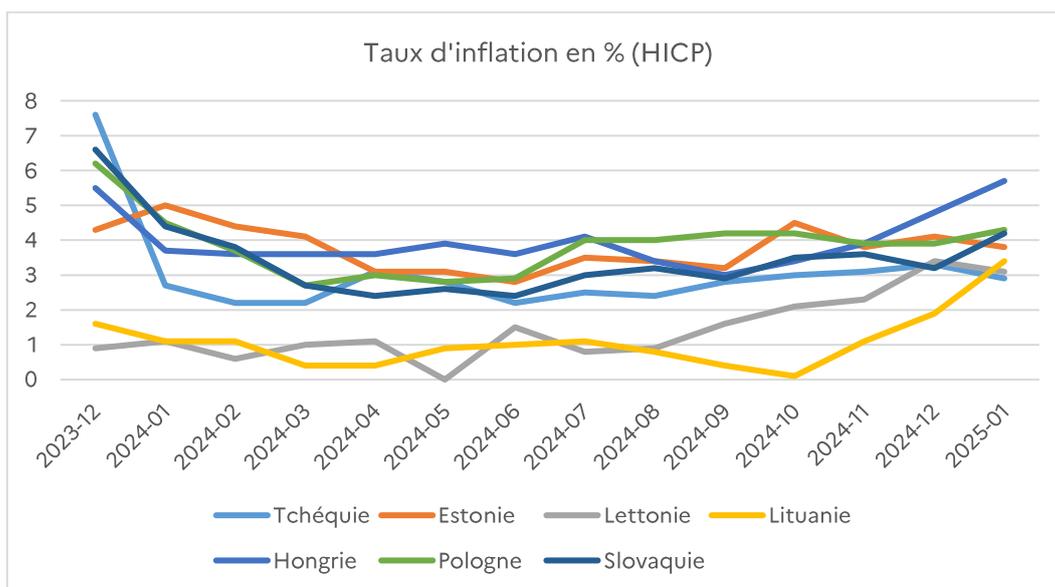
Hausse des recettes fiscales en 2024.

Les recettes fiscales de l'État et des municipalités ont augmenté de 6,8 % en 2024, atteignant 14,7 Mds EUR. La TVA (6,36 Mds EUR) et l'impôt sur le revenu (6,31 Mds EUR) représentent la majorité de ces recettes. Les accises sur l'alcool et le tabac ont généré 1,9 Md EUR, et la contribution temporaire de solidarité des banques 293 M EUR.

Retrait du recours contre la Commission européenne.

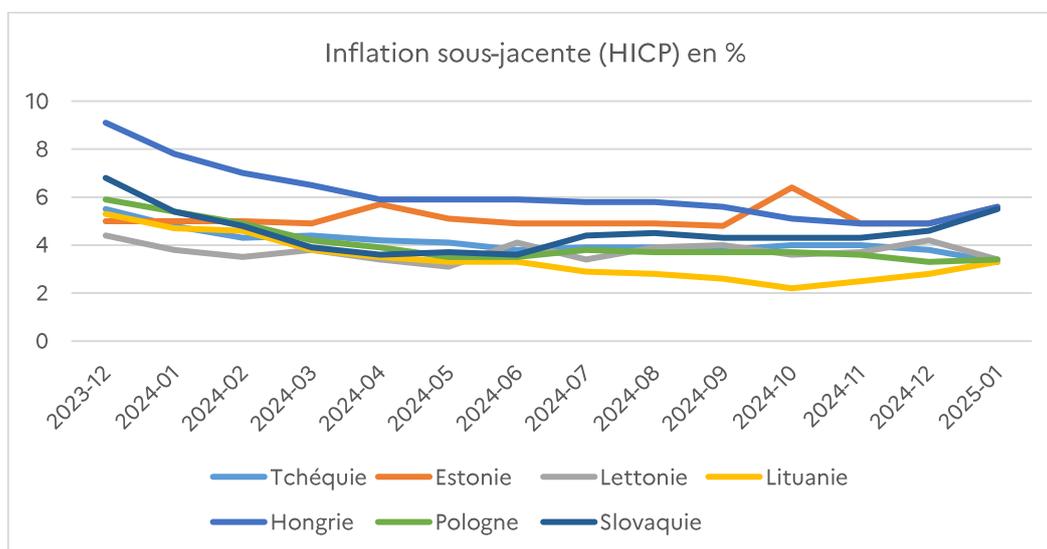
Le gouvernement lituanien a retiré son recours auprès de la CJUE contre la Commission européenne concernant la non-attribution de 9 M EUR de fonds du PNRR. Le nouveau gouvernement souhaite allouer plus de temps et de ressources aux réformes nécessaires dans le cadre du PNRR.

Indicateurs macroéconomiques



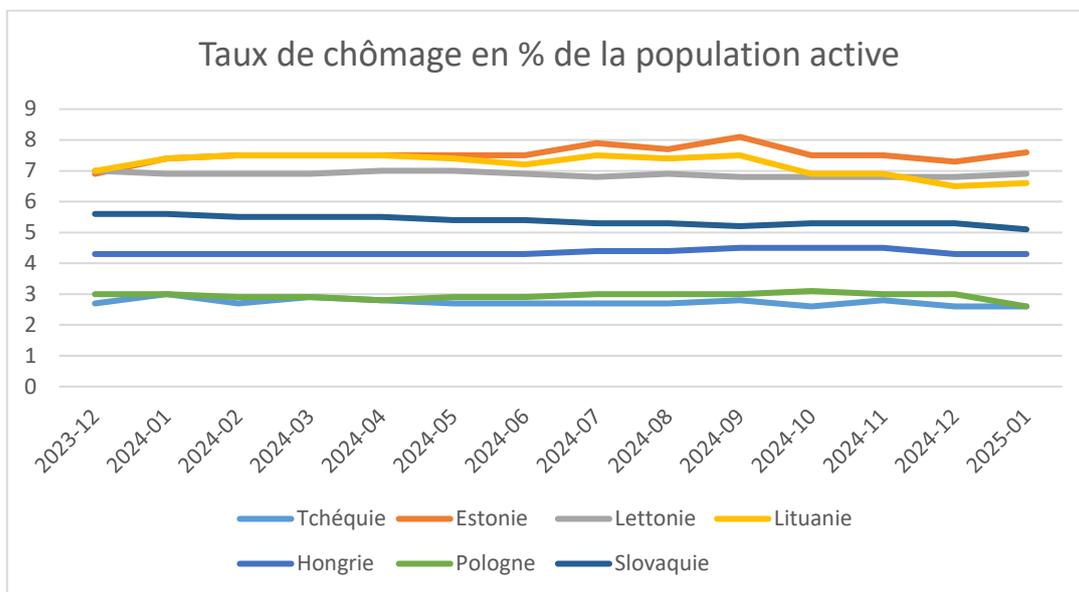
	déc-23	nov-24	déc-24	janv-25
Tchéquie	7,6	3,1	3,3	2,9
Estonie	4,3	3,8	4,1	3,8
Lettonie	0,9	2,3	3,4	3,1
Lituanie	1,6	1,1	1,9	3,4
Hongrie	5,5	3,9	4,8	5,7
Pologne	6,2	3,9	3,9	4,3
Slovaquie	6,6	3,6	3,2	4,2

Source : Eurostat



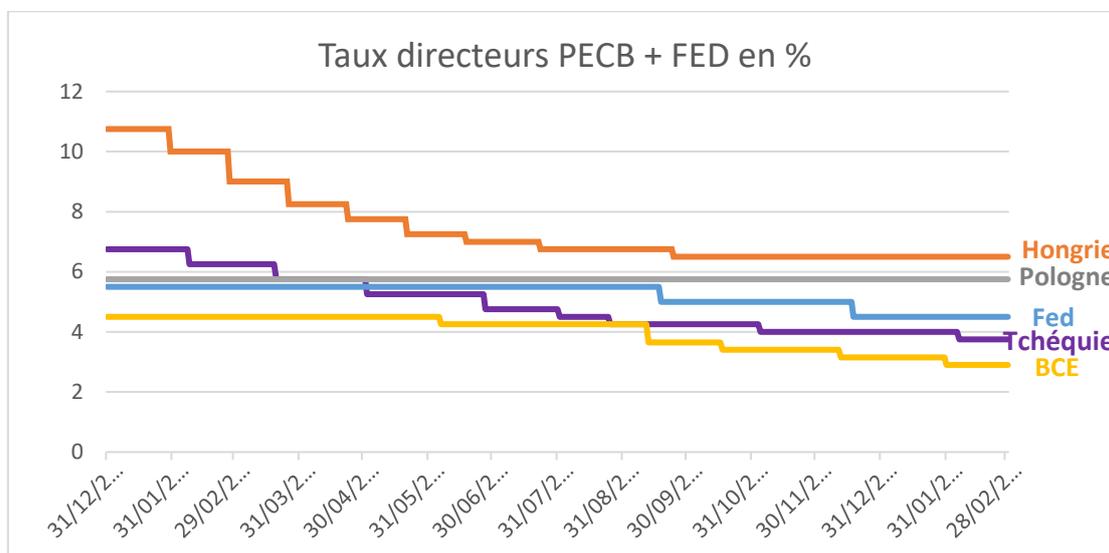
	déc-23	nov-24	déc-24	janv-25
Tchéquie	5,5	4,0	3,8	3,8
Estonie	5,0	4,9	4,9	4,9
Lettonie	4,4	3,7	4,2	4,2
Lituanie	5,3	2,5	2,8	2,8
Hongrie	9,1	4,9	4,9	4,9
Pologne	5,9	3,6	3,3	3,3
Slovaquie	6,8	4,3	4,6	4,6

Source : Eurostat



	déc-23	nov-24	déc-24	janv-25
Tchéquie	2,7	2,8	2,6	2,6
Estonie	6,9	7,5	7,3	7,6
Lettonie	7,0	6,8	6,8	6,9
Lituanie	7,0	6,9	6,5	6,6
Hongrie	4,3	4,5	4,3	4,3
Pologne	3,0	3,0	3,0	2,6
Slovaquie	5,6	5,3	5,3	5,1

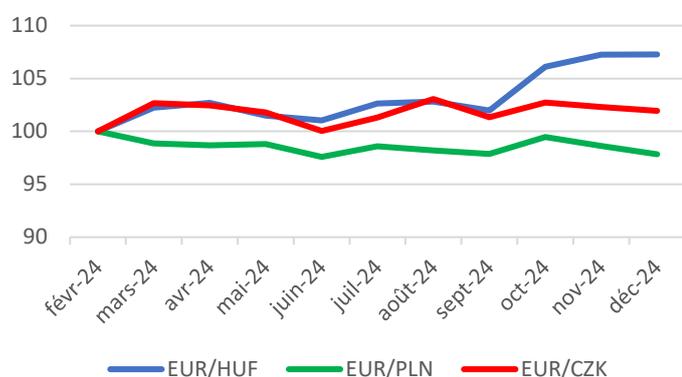
Source : Eurostat



	déc-23	nov-24	déc-24	janv-25
Tchéquie	6,75	4	4	4
Estonie	10,75	6,5	6,5	6,5
Lettonie	5,75	5,75	5,75	5,75
Lituanie	4,5	3,4	3,4	3,4
Hongrie	5,5	5	5	5
Pologne	6,75	4	4	4
Slovaquie	10,75	6,5	6,5	6,5

Sources : Banques centrales nationales, BCE

Evolution de l'EURO versus les devises de la zone décembre 2023 = 100



	Clôture au 28/02/2025	Variation mensuelle (%)	Variation depuis fin 2023 (%)
EUR/PLN*	4,15	-1,49	-4,36
EUR/HUF*	399,50	-2,07	-0,34
EUR/CZK*	25,03	-0,54	3,79
EUR/USD*	1,04	-0,11	-2,39
WIG20	2580	6,02	43,95
BUX	87726	2,61	100,32
PX	1976	5,59	64,41
Euro Stoxx 50	5464	3,34	44,02
Spread PL-10**	312	-7,26	-27
Spread HU-10**	419	-3,33	-36
Spread CZ-10**	144	-6,20	-41

* Un signe négatif signifie une appréciation de la devise par rapport à l'euro.

** en pb

Source : Calculs DG Trésor (SER de Varsovie)

	Pologne	Hongrie	Tchéquie	Slovaquie	Estonie	Lettonie	Lituanie
PIB nominal (M EUR)							
2022	656 152,6	168 549,6	276 265,7	109 762,0	36 011,1	38 386,2	67 436,5
2023	750 800,7	196 391,4 (p)	305 966,5	122 812,8	37 682,4	40 348,0	71 986,2
Taux de croissance du PIB réel (% , g.a.)							
2022	5,6	4,6	2,4	1,9	-0,5	3,0	2,4
2023	0,2	-0,9 (p)	-0,3	1,6	-3,0	-0,3	-0,3
Populations (milliers)							
2022	36 889,76 (p)	9 689,01	10 516,71	5 434,71	1 331,80	1 875,76	2 805,10
2023	36 753,74 (p)	9 599,74 (p)	10 827,53	5 428,79	1 365,88	1 883 ,01	2 857,28
Solde public (% PIB)							
2022	-3,4	-6,2	-3,2	-1,7	-1,0	-4,6	-0,6
2023	-5,1	-6,7	-3,7	-4,9	-3,4	-2,2	-0,8
Dettes publiques brutes (% PIB)							
2022	49,2	74,1	44,2	57,7	18,5	41,8	38,1
2023	49,6	73,5	44,0	56,0	19,6	43,6	38,3
Solde du compte courant (% PIB)							
2022	-2,4	-8,4	-4,9	-7,3	-3,2	-4,8	-5,5
2023	1,6	0,3	0,4	-1,6	-2,1	-4,0	1,9

Source : Eurostat

(p) : données provisoires ; (r) : rupture dans la série chronologique

Dossier du mois :

Etat des lieux du marché du travail en Europe centrale et balte

Les pays d'Europe centrale et balte se situent au pied du « mur démographique », malgré un répit provisoire offert par la progression de leur taux d'activité. Derrière des taux de chômage exemplaires, on voit apparaître un potentiel frein à la croissance et aux rattrapages économiques entrepris depuis leurs entrées dans l'UE en 2004, avec des pénuries de main d'œuvre et des rémunérations revues à la hausse.

Entre diversification des sources de main-d'œuvre, montée en gamme industrielle et automatisation, ces États expérimentent différentes voies pour préserver leur compétitivité.

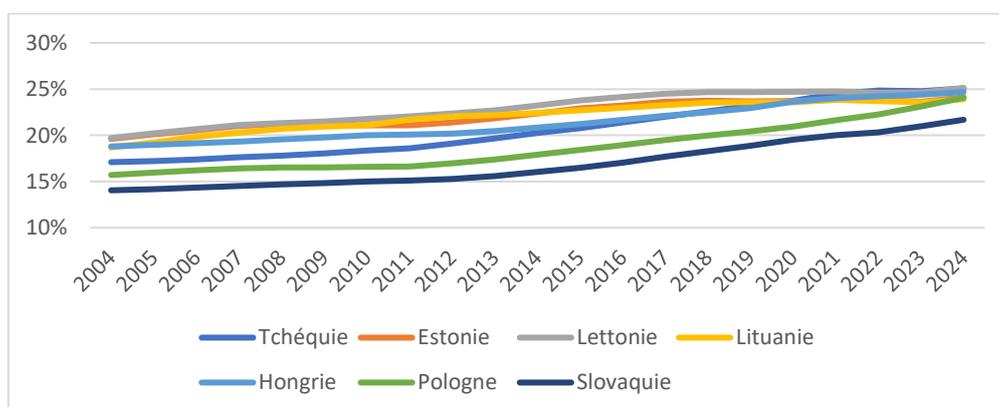
1. Au pied du « mur démographique » :

A) Un déclin démographique en marche :

L'Europe centrale et balte est confrontée à un déclin démographique préoccupant, avec un recul de la population totale. En Pologne, le nombre d'habitants est passé de 38,2 M en 2004 à 36,6 M en 2024 (-4,4 %). La Hongrie a perdu 500 000 habitants sur cette période (-5,3 %). Ces chutes restent très inférieures à la baisse enregistrée en Lituanie, passée de 3,4 M d'habitants à 2,8 M (-17,6 %), ou en Lettonie (2,3 M à 1,9 M ; -17,3 %).

Et la population âgée de plus de 65 ans augmente rapidement, conséquence de cette démographie défavorable, marquée par un taux de fécondité inférieur au seuil de renouvellement des générations (2,1 enfants par femme) depuis environ 30 ans et une tendance persistante à l'émigration. **Aujourd'hui, les seniors représentent environ un quart de la population des pays de la région**, une part en forte progression, notamment en Tchéquie et en Pologne (+8 points de pourcentage en 20 ans), tandis que l'Estonie affiche l'augmentation la plus modérée (+4 points).

Part des 65 ans et plus dans la population totale (en %)

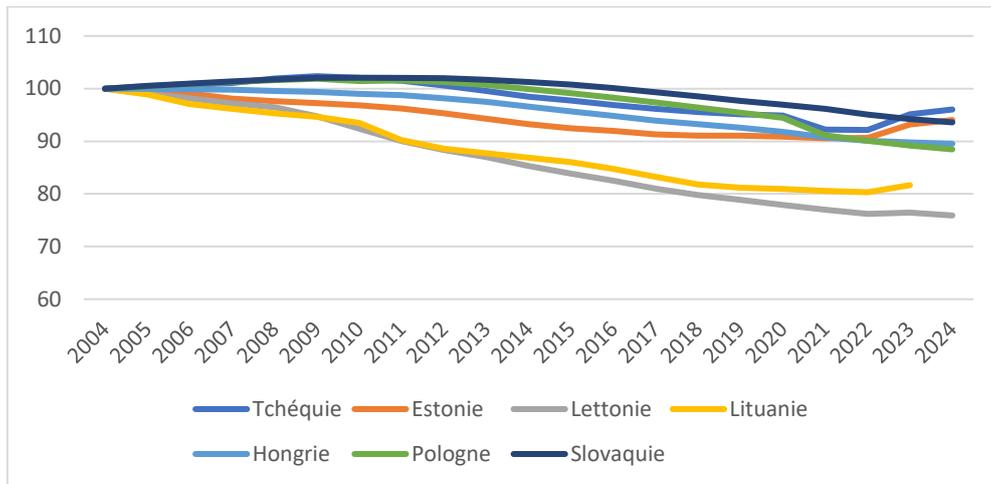


Source : Eurostat, calculs du SER de Varsovie

Résultante de ce vieillissement, les économies d'Europe centrale et balte souffrent d'une réduction de la population active. Par exemple, en Pologne, celle-ci a chuté de 11,6 % en 20 ans (de 26,7 M à 23,6 M de personnes), et en Tchéquie, elle a reculé de 4,0 % (de 7,2 M à 6,9 M).

Sans surprise, les plus fortes baisses concernent la Lituanie et la Lettonie, avec des pertes respectives de 18,3¹ % et 24,1 %.

Evolution de la population active (15-64 ans), base 100 = 2004

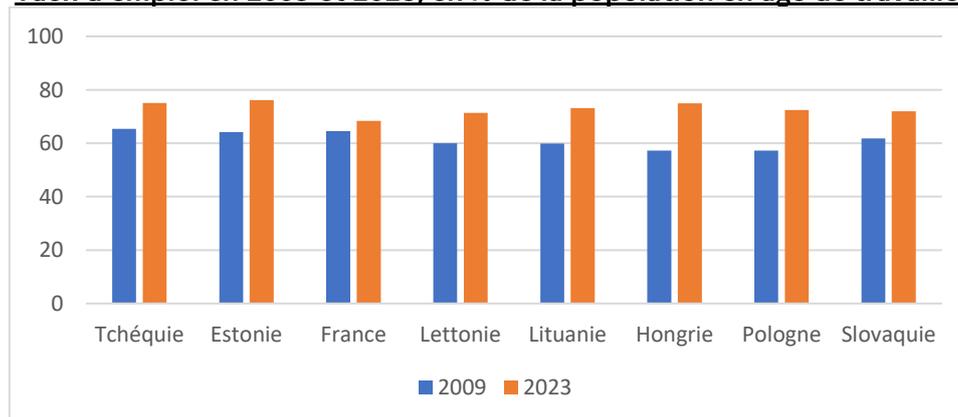


Source : Eurostat, calculs du SER de Varsovie

B) Un taux d'activité record, mais un sursis fragile :

Jusqu'à présent, la diminution de la population active avait été compensée par une hausse continue du taux d'activité, c'est-à-dire la proportion de la population en âge de travailler exerçant une activité professionnelle. Alors qu'en 2009 ce taux variait entre 58,4 % en Pologne et 69,2 % en Estonie, il dépasse désormais 70 % dans l'ensemble des pays d'Europe centrale et balte (ECB). Par comparaison, si ces niveaux étaient similaires à celui de la France en 2009 (64,4 %), ils sont aujourd'hui nettement plus élevés. Même la Lettonie, au dernier rang de la zone avec 71,4 %, surpasse la moyenne de l'UE (70,4 %).

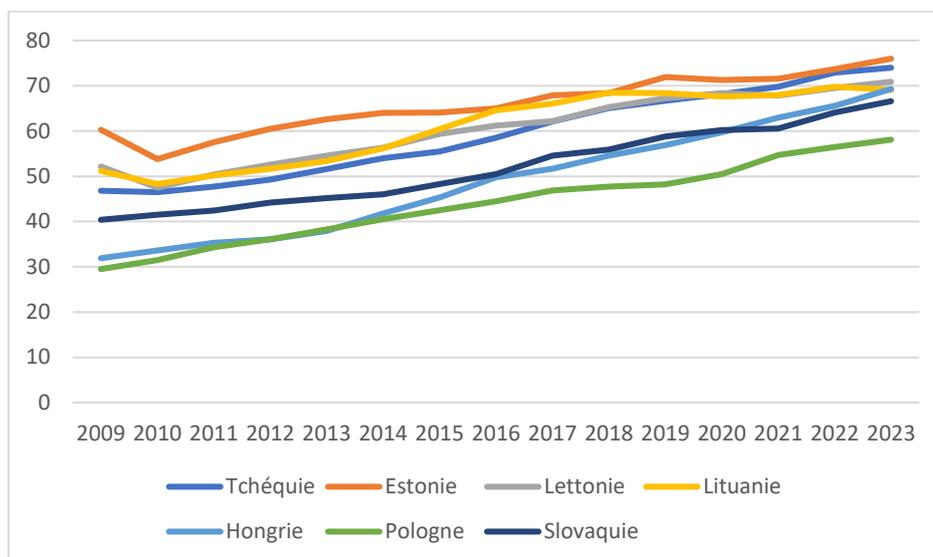
Taux d'emploi en 2009 et 2023, en % de la population en âge de travailler



Source : Eurostat

¹ Sur la période 2004-2023 (données Eurostat pour la tranche d'âge 45-49 ans non actualisée en 2024).

Taux d'emploi des 55 – 64 ans, entre 2009 et 2023 :



Source : Eurostat

La progression du taux d'emploi vaut également pour les séniors (entre 55 et 64 ans), le taux progressant plus rapidement que pour la population prise dans son ensemble. Il suit une trajectoire similaire dans tous les pays de la région. En Pologne et en Hongrie, il a doublé depuis 2009, passant de 29,5 % et 31,9 % respectivement à 58,1 % et 69,3 % en 2023. En Slovaquie, le taux d'emploi a crû de 26 points de pourcentage sur cette même période, et de 27 points en Tchéquie. Les pays baltes, dont le taux d'activité de la tranche d'âge étaient plus élevés en 2009, connaissent le même phénomène. L'Estonie est le pays de la région dont la population sénior est la plus active (76,0 %).

Ce levier à une démographie déclinante n'est pas complètement épuisé, alors que des écarts subsistent entre les sexes :

Le taux d'emploi des hommes atteint jusqu'à 81,6 % en Tchéquie, un des plus élevés d'Europe (seuls les Pays-Bas et Malte affichent de meilleurs résultats), tandis que les taux les plus bas sont observés en Lettonie (72,7 %) et en Lituanie (73,7 %), seuls pays de la région sous la moyenne de l'UE (75,1 %).

Concernant les femmes, les pays baltes affichent les meilleurs résultats : en Estonie (75,4 %), l'écart avec les hommes est faible (77,1 %), ainsi qu'en Lituanie (72,6 %). En revanche, la Tchéquie, bien qu'en tête pour les hommes, ne dépasse pas 68,2 % pour les femmes, et la Pologne affiche le taux le plus bas de la région (66,9 %).

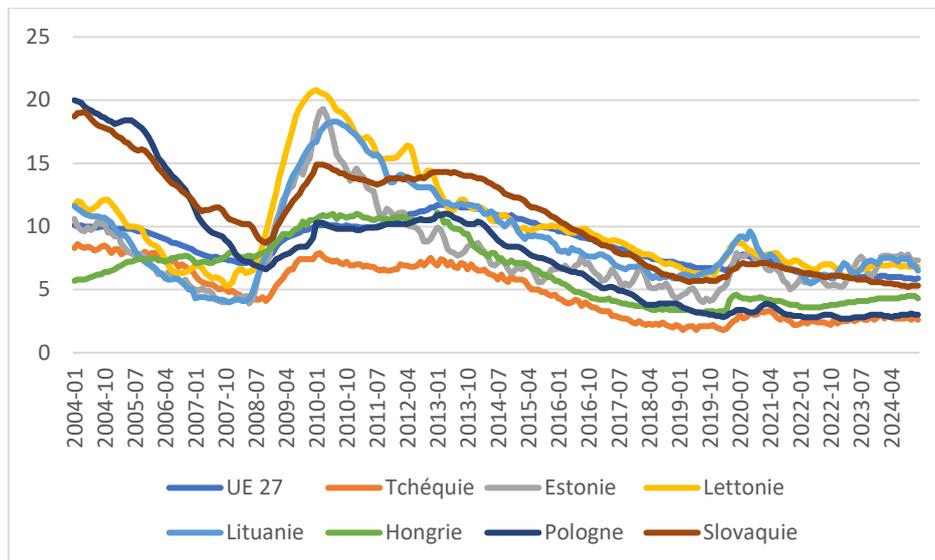
Malgré ces disparités, tous ces pays enregistrent des taux d'emploi pour les femmes supérieurs à celui de la France (66,0 %) et à la moyenne européenne (65,7 %).

2. Un taux de chômage peut-il être trop faible ?

A) Des taux de chômage en diminution :

La diminution de la population active et l'arrivée massive d'investissements étrangers depuis l'entrée dans l'UE ont permis une diminution significative des taux de chômage. Les pays du groupe de Visegrad ont tous aujourd'hui des taux inférieurs à la moyenne UE, voire des minimas records pour la Tchéquie et la Pologne. A l'inverse les pays baltes, plus sensibles aux crises économiques internationales, ont aujourd'hui des taux supérieurs à la moyenne UE.

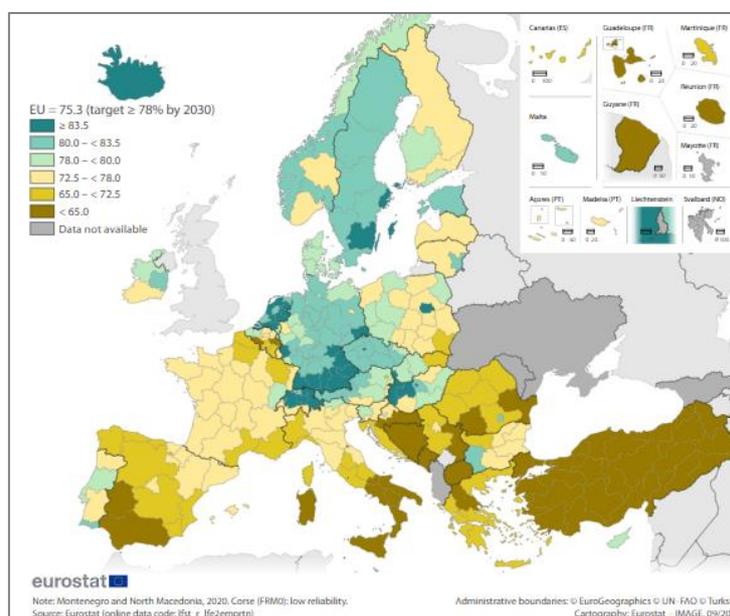
Taux de chômage en % de la population active



Source : Eurostat

Ces taux dissimulent toutefois des disparités régionales importantes, notamment selon la proximité des principaux clients, ou entre capitales et provinces. Par exemple, en Estonie, le nord du pays affiche un taux de chômage très supérieur à celui enregistré dans le sud (13,5 % contre 6,2%). La Slovaquie est aussi divisée : derrière une moyenne nationale de 5,4 % au T3 2024, on a des taux croissants d'ouest en est : partant de 2,3 % pour la région de Bratislava jusqu'à atteindre 8,2 % dans la région centrale de Banska Bystrica et 11 % dans celle de Presov à l'est. Ce découpage reflète une concentration de l'activité économique dans la capitale et un taux d'emploi faible dans la communauté Rom à l'est du pays.

Taux d'emploi pour les régions en 2023 (% , entre 20 et 64 ans) :



Source : Eurostat

B) La pression monte sur les qualifications :

La diminution progressive de la main-d'œuvre disponible entraîne d'importantes difficultés de recrutement en Europe centrale et balte. Ces tensions sur le marché du travail sont particulièrement marquées dans certains secteurs, où le nombre de postes vacants reste élevé.

En Pologne, 28 catégories d'emplois sont en situation de pénurie, sans qu'aucune profession ne soit recensée comme excédentaire. Ce déséquilibre souligne une forte demande dans des domaines clés tels que l'industrie, la santé et la logistique. **La Tchéquie connaît une situation similaire, bien que certains métiers moins qualifiés affichent un léger surplus.** Le pays recense 8 catégories en pénurie contre 6 en surplus, illustrant un besoin croissant de main-d'œuvre qualifiée.

L'Estonie est le pays le plus touché par ces tensions, avec 63 catégories d'emplois en pénurie, suivie de près par la Lituanie (59) et la Lettonie (37). Les métiers techniques et industriels, ainsi que les professions du bâtiment et des services, sont particulièrement concernés.

L'eurobaromètre 529 de 2023 met en lumière l'impact de la pénurie de compétences sur l'activité économique. Selon cette enquête, environ 80 % des entreprises de la région peinent à recruter des travailleurs aux compétences adaptées. Seule la Lettonie (77 %) se situe sous la moyenne européenne (78 %). La Slovaquie est le pays le plus touché (90 %), suivie de la Tchéquie (83 %).

Retenir les employés qualifiés représente également un défi pour plus de 50 % des entreprises, la Slovaquie étant une fois de plus la plus affectée (78 %). Comme dans le reste de l'Union européenne, les pénuries concernent principalement les emplois dits « cols bleus ».

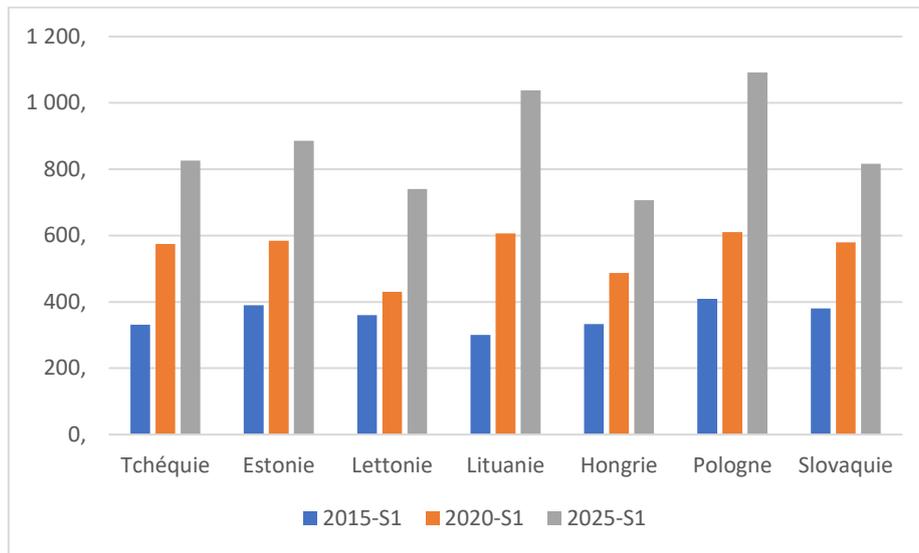
C) Les salaires : une hausse sous contrainte :

Seconde conséquence de ce déséquilibre entre la demande (des entreprises) et l'offre (des travailleurs) : une hausse rapide du coût du travail. Depuis le premier trimestre 2020, l'indice du coût du travail a bondi de 80 % en Hongrie et de 74 % en Lituanie. La progression la plus modérée est observée en Tchéquie (+42 %). Une fois corrigée de l'inflation, qui incite les salariés à négocier des hausses de salaire, l'augmentation réelle du coût du travail s'élève à 27 % en Lituanie, 20 % en Hongrie, 14 % en Pologne, et 9 % en Slovaquie et en Estonie. Entre le premier trimestre 2023 et le troisième trimestre 2024, les coûts du travail augmentent plus rapidement que l'inflation (cf. annexe 1).

Autre mesure de cette progression du coût du facteur travail : les salaires minimums ont fortement progressé dans la région. En 5 ans, ils ont pratiquement doublé en Pologne (passant de 610 à 1 091 EUR) et en Lettonie (de 430 à 740 EUR). La tendance est encore plus marquée sur une période plus longue : depuis 2015, le salaire minimum a été multiplié par 3,5 en Lituanie, par 2,7 en Pologne et par 2,5 en Tchéquie, alors qu'il n'a augmenté que de 23 % en France.

Et à mesure que les salaires progressent, il y a un essoufflement de la compétitivité de la main d'œuvre de ces pays.

Evolution des salaires minimums entre le 1^{er} semestres 2020 et le 1^{er} semestre 2025 (en EUR)



Source : Eurostat

3. Solutions retenues pour lutter contre les pénuries de main d'œuvre

A) Recours à la main d'œuvre étrangère

Face à une pénurie croissante de travailleurs qualifiés et à un vieillissement démographique accéléré, les pays d'Europe centrale et balte ont intensifié leur recours à la main-d'œuvre étrangère.

L'immigration a longtemps été dominée par les flux en provenance des pays voisins, notamment d'Ukraine et de Biélorussie, en raison de liens historiques et culturels forts. Et récemment, ce phénomène a été amplifié par le déclenchement en 2022 de l'agression russe en Ukraine, entraînant un afflux de réfugiés et renforçant la dynamique des marchés du travail locaux. Au 31 décembre 2024, les pays de Visegrad accueillent 1,6 M de réfugiés ukrainiens, tandis que les États baltes en comptaient 136 000.

Toutefois, cet afflux n'a pas eu le même impact sur tous les pays de la région. En Lituanie, Estonie et Hongrie, l'arrivée des réfugiés a entraîné la première augmentation de la main-d'œuvre depuis plus de dix ans. En Pologne, l'UNHCR estime qu'en 2024, 1 M d'Ukrainiens résident toujours dans le pays, où ils représentant la grande majorité des travailleurs étrangers, tandis qu'ils sont 390 000 en Tchéquie, soit le plus grand nombre rapporté à la population (33 pour 1 000 habitants, contre 25 en Pologne et 12 en Allemagne).

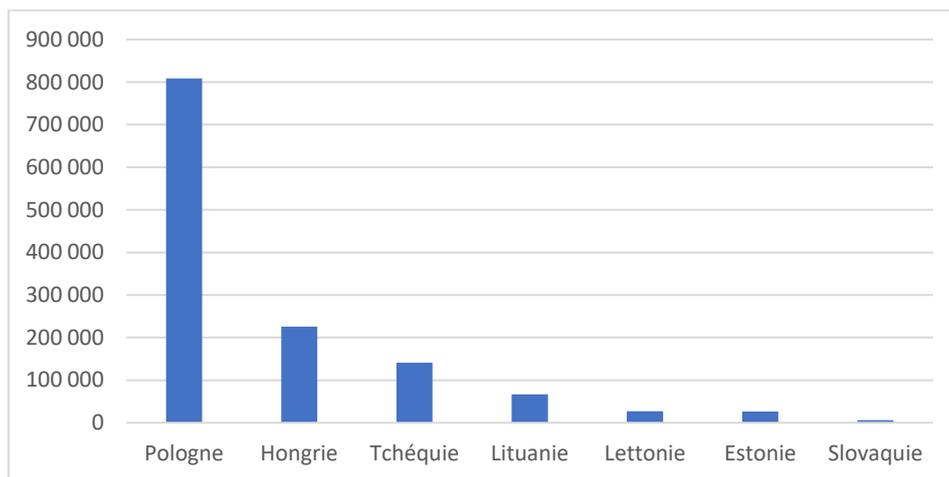
Et l'intégration des réfugiés ukrainiens sur le marché du travail varie selon les pays. En Lituanie, 66 % des réfugiés ukrainiens ont trouvé un emploi, contre 54 % en Estonie et 48 % en Tchéquie.

Ces taux, très supérieurs à ceux observés en Allemagne ou en Belgique (moins de 25 %), reflètent une forte demande de main-d'œuvre et la présence de réseaux ukrainiens facilitant leur insertion. Toutefois, nombre d'entre eux occupent des emplois sous-qualifiés par rapport à leur formation.

Aujourd'hui, ces arrivées ralentissent. Ainsi, la part des Ukrainiens dans la main-d'œuvre étrangère stagne, comme en Slovaquie, où elle reste à 39 % entre 2023 et 2024. Et certains choisissent de retourner en Ukraine, tandis que d'autres préfèrent s'installer à plus long terme en Allemagne, aux États-Unis ou au Canada.

De plus, si cette immigration a temporairement atténué les tensions sur le marché du travail, elle ne suffit pas à compenser les défis démographiques de la région.

Nombre d'immigrés par pays en 2023



Sources : Bureaux statistiques nationaux

Face à la baisse des flux migratoires intra-européens et aux besoins croissants de main-d'œuvre, les pays d'Europe centrale et balte accueillent de plus en plus de travailleurs originaires d'Asie. En Pologne, parmi les 835 000 visas de travail temporaires délivrés en 2023, plus d'un tiers concernent des ressortissants d'Inde, du Népal et des Philippines. Une tendance similaire est observée en Hongrie, en Tchéquie et en Slovaquie, où l'immigration ukrainienne reste dominante, mais où l'on note une augmentation des arrivées en provenance d'Asie du Sud et du Sud-Est.

Cette diversification géographique accrue nécessite des assouplissements des conditions d'accueil de la part des autorités : ce phénomène est particulièrement visible en Slovaquie, où le gouvernement a mis en place une politique active de facilitation des visas pour des secteurs clés comme l'automobile. De décembre 2023 à décembre 2024, le nombre de travailleurs étrangers a augmenté de 13,3 %, avec une explosion des recrutements en provenance d'Inde (+75,9 %), d'Ouzbékistan (+242 %), des Philippines (+291,6 %), d'Indonésie (+93,7 %) et du Népal (+1 478 %).

La Tchéquie suit une tendance similaire. Historiquement très dépendante des Slovaques, elle s'ouvre désormais aux travailleurs philippins, chinois, moldaves, mongols et indiens, et tente d'augmenter ses quotas d'accueil. En 2024, cette orientation s'est concrétisée par des visites officielles du président Petr Pavel et du ministre de l'Agriculture aux Philippines, visant à promouvoir le pays comme destination de travail attractive.

En Hongrie, les travailleurs non européens représentent encore une faible part des employés (2,1 %), mais leur nombre augmente rapidement, notamment dans les secteurs manufacturier et commercial. Parmi les 78 000 travailleurs non européens en 2024, 60 % occupent des emplois peu qualifiés, et 30 % sont recrutés via des agences d'intérim. Les Philippines, Vietnamiens, Chinois et Indiens figurent désormais parmi les principaux groupes de travailleurs étrangers, signe d'une internationalisation croissante du marché du travail.

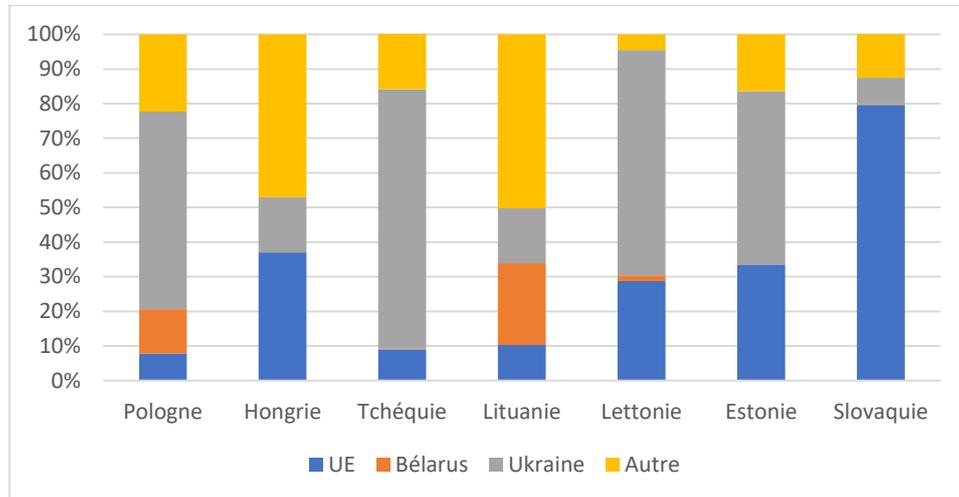
Malgré les tensions sur le marché du travail, d'autres pays conservent des politiques plus restrictives, freinant l'immigration extra-européenne. La Lituanie, par exemple, met l'accent sur le retour de sa diaspora plutôt que sur l'attraction de nouveaux migrants. Son quota d'immigrés économiques a été réduit de 40 000 en 2024 à 25 000 en 2025, et une loi impose désormais aux travailleurs en contact avec la clientèle de maîtriser le lituanien, rendant l'intégration plus difficile pour les nouveaux arrivants.

Une réponse au défi démographique réside également dans le soutien au renouvellement démographique. Il s'agit de faciliter la conciliation entre la vie professionnelle, la vie privée et la vie familiale des femmes et des hommes ; l'accès au logement ; le recours à des services de garde d'enfants ; etc.

En Pologne, le débat est marqué par une réticence à l'accueil de travailleurs non européens, exacerbée par un précédent scandale de délivrance frauduleuse de visas. Ainsi, le pays mise sur des politiques natalistes, et a augmenté le montant des allocations familiales de 500 PLN par enfant (programme 500+), à 800 PLN (programme 800+) depuis le 1^{er} janvier 2024.

De manière générale, l'immigration extra-européenne reste un sujet politiquement sensible dans les PECB.

Composition de l'immigration en 2023, par citoyenneté d'origine (en % des immigrés)



Sources : Bureaux statistiques nationaux, calculs du SER de Varsovie

B) La recherche de modèles économiques 2.0.

Face à la raréfaction de la main-d'œuvre, l'une des solutions pourrait être d'en réduire le besoin. Le développement économique de la région repose sur une industrie solide, exportatrice et bien intégrée aux chaînes de valeur d'Europe de l'Ouest, notamment allemandes (cf. [Veille mensuelle de février 2024 : « Influence économique de l'Allemagne dans les pays du groupe de Visegrad »](#)). Et l'épuisement des gisements démographiques nationaux pose question de la spécialisation dans des secteurs gourmands en facteur travail.

Une réponse pourrait être une montée en gamme de l'appareil productif et une spécialisation dans des produits à plus forte valeur ajoutée :

Depuis leur entrée dans l'UE en 2004, les pays d'Europe centrale et balte (ECB) ont renforcé la complexité de leur économie. Leur progression dans l'indice de complexité économique² traduit une capacité accrue à produire une large variété de biens, y compris des produits sophistiqués que peu de pays sont en mesure d'exporter. Les biens les plus complexes, tels que les machines, turbines et circuits électroniques, nécessitent une main-d'œuvre qualifiée ainsi que des investissements en capital conséquents.

La Tchéquie se distingue par l'une des économies les plus complexes de la région, portée par ses échanges dynamiques avec l'Allemagne et une solide tradition industrielle. De grands conglomérats nationaux (Škoda, CEZ, EP Corporate Group, etc.) y sont implantés. Depuis son adhésion à l'UE, le pays a diversifié et complexifié son offre d'exportations. En 2000, il occupait la 13^{ème} place mondiale au classement de la complexité économique, derrière la France (11^{ème}), mais en 2022, il s'élevait à la 7^e place, se rapprochant ainsi de l'Allemagne, classée 6^{ème}.

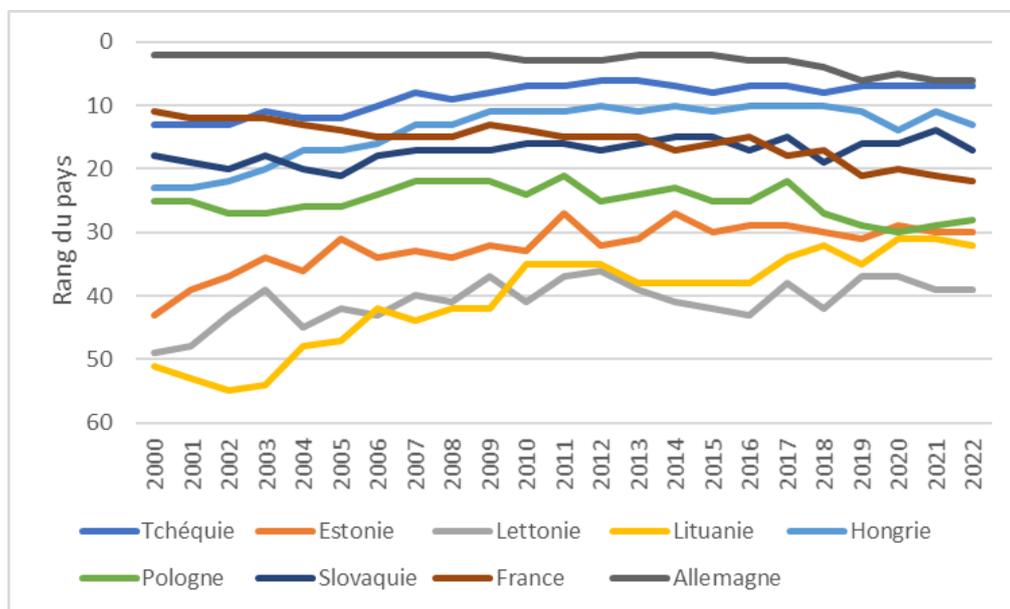
La Hongrie a connu une montée en gamme significative, passant de la 23^{ème} place en 2000 à la

² Classement des pays en fonction de la diversification et de la complexité de leur panier d'exportation, par l'université de Harvard. Les pays qui disposent d'une grande diversité de savoir-faire productifs, en particulier de savoir-faire spécialisés complexes, sont en mesure de produire une grande diversité de produits sophistiqués.

13^{ème} en 2022. Les pays baltes ont également progressé, bien que leur potentiel de diversification reste limité par la taille réduite de leurs économies. De son côté, la Slovaquie a conservé sa position grâce à un secteur automobile robuste.

En revanche, la Pologne a suivi une trajectoire différente : elle a reculé dans le classement, passant de la 25^{ème} place en 2000 à la 28^{ème} en 2022.

Evolution du classement de la complexité économique



Source : Données de l'Atlas de la complexité économique d'Harvard, Compilation par le SER de Varsovie

Pour autant, cette indice n'est pas toujours corrélé à une automatisation croissante des processus et un recours moindre à la main d'œuvre.

En effet, l'atonie de l'indice de la complexité économique pour la Slovaquie (17^{ème} place) ne reflète pas sa 18^{ème} place mondiale du nombre de robots pour 10 000 employés du secteur manufacturier. Avec 201 robots pour 10 000 employés, le pays se situe devant la France (186) et au dessus de la moyenne mondiale (162). Ce biais s'explique par l'importance du secteur automobile (plus d'1/3 des exportations du pays), très robotisé pour pallier l'absence de main d'œuvre.

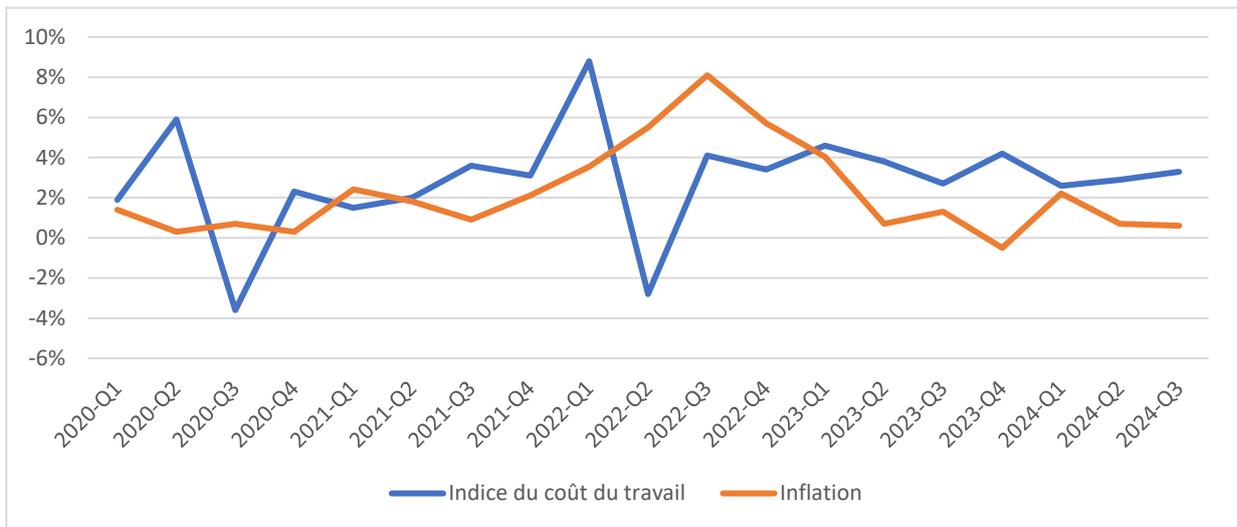
Autre lecture de cet indice, celui de la Tchèque, qui dispose d'une densité similaire de robots (207, 17^{ème} place) mais avec une économie plus complexe et diversifiée.

Les deux pays sont en tête de l'automatisation, un levier important pour amortir l'impact de la démographie. Mais sinon, le reste de la région est encore peu robotisé (78 en Pologne) et se situe sous la moyenne européenne (219), qui est tirée par l'Allemagne (429).

Annexes :

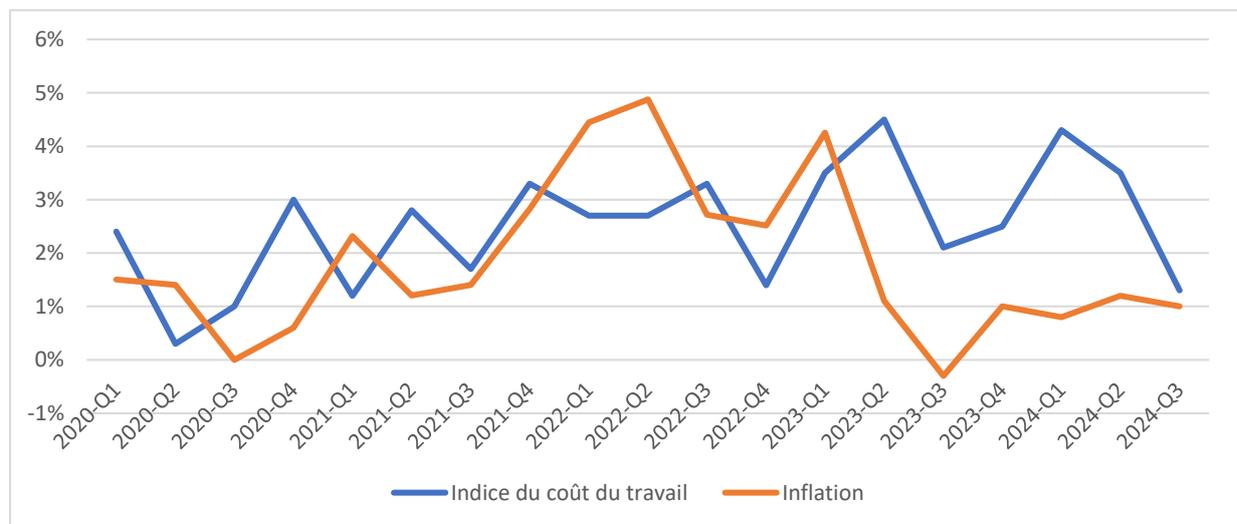
Annexe 1 :

Graphique 1 : Coût du travail et inflation en Hongrie



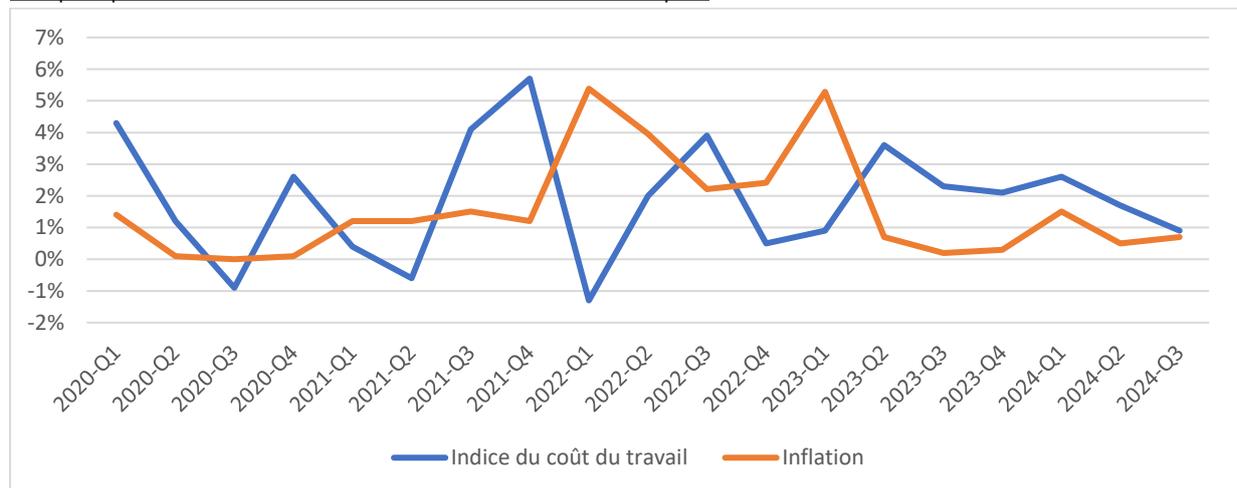
Source : Eurostat, SER de Varsovie

Graphique 2 : Coût du travail et inflation en Pologne



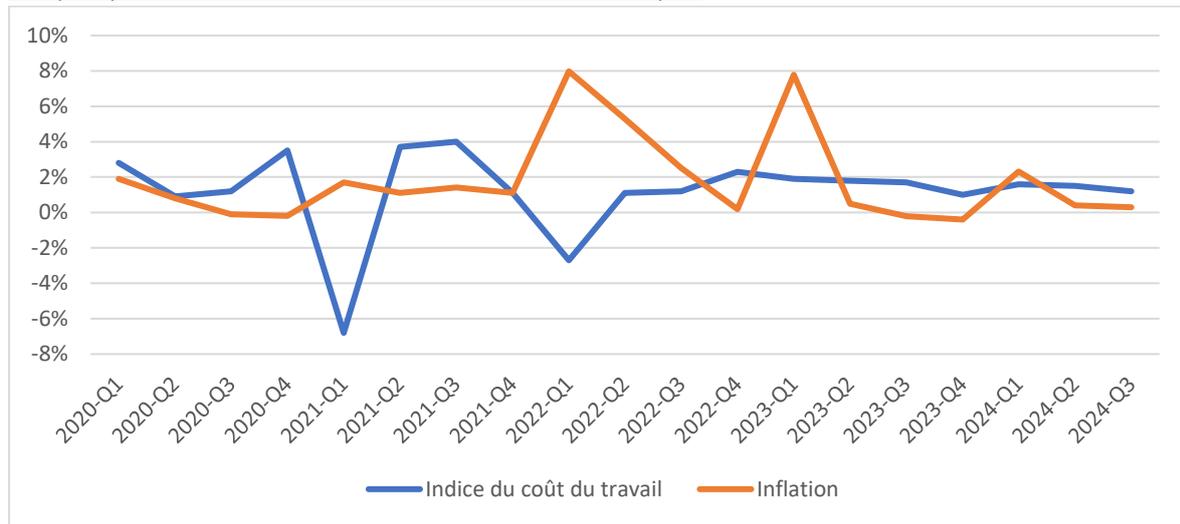
Source : Eurostat, SER de Varsovie

Graphique 3 : Coût du travail et inflation en Slovaquie



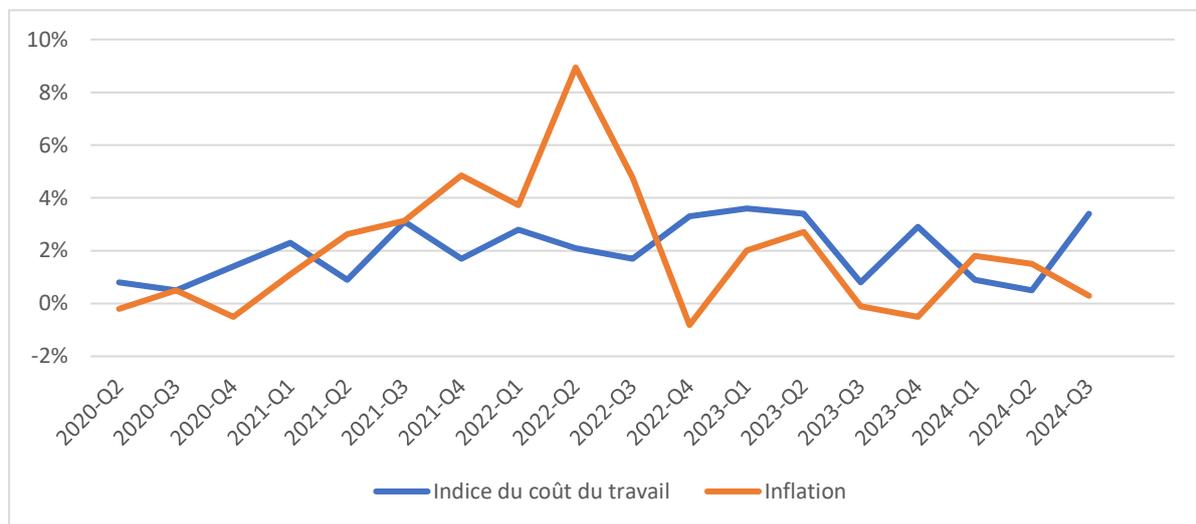
Source : Eurostat, SER de Varsovie

Graphique 4 : Coût du travail et inflation en Tchéquie



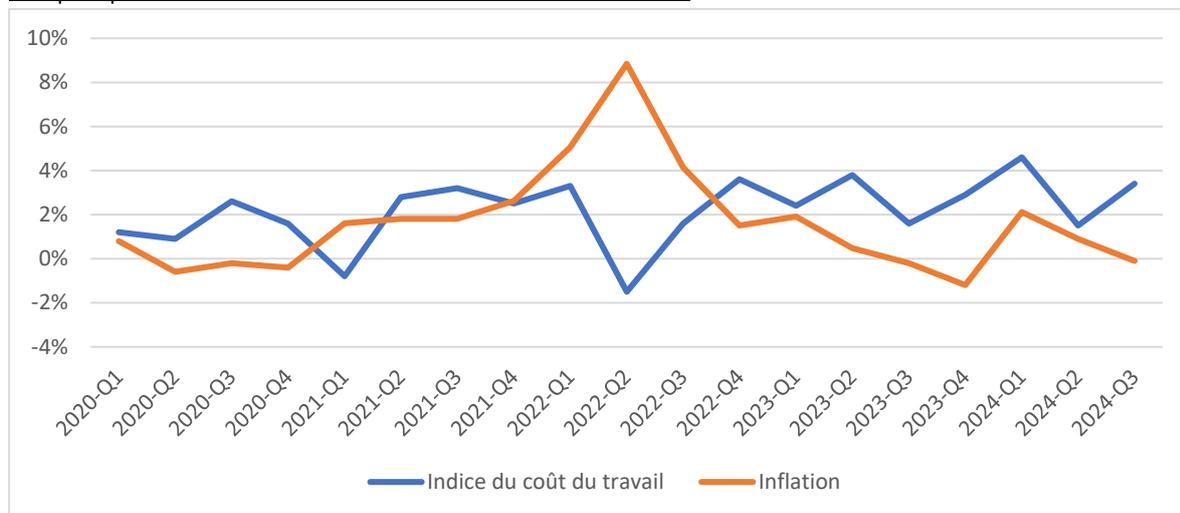
Source : Eurostat, SER de Varsovie

Graphique 5 : Coût du travail et inflation en Estonie



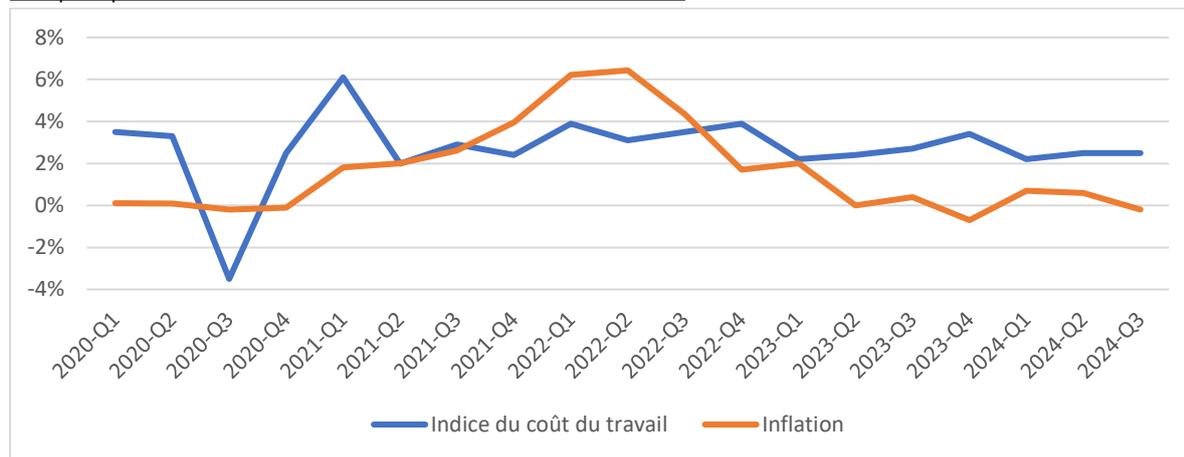
Source : Eurostat, SER de Varsovie

Graphique 6 : Coût du travail et inflation en Lettonie



Source : Eurostat, SER de Varsovie

Graphique 7 : Coût du travail et inflation en Lituanie



Source : Eurostat, SER de Varsovie

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Varsovie

varsovie@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Varsovie

Abonnez-vous : cezary.toboja@dgtresor.gouv.fr